

## **Les commissions électorales et le retour du multipartisme entre 1990 et 1994 en Afrique**

### **Historique des commissions électorales de 1957 à 2021**

**Régis Marzin, journaliste et chercheur indépendant,**

Twitter : [@Regis\\_Marzin](https://twitter.com/Regis_Marzin)

**7 novembre 2021**

Depuis 2016, 53 pays d'Afrique sur 55 utilisent des commissions électorales pour organiser leurs élections. La totalité des pays organisant des élections le font, puisque les deux derniers sans commission électorale sont les deux pays n'organisant pas d'élection, l'Erythrée et l'eSwatini, le dernier étant en monarchie absolue et ne connaissant que de fausses élections. Le concept arrive en Afrique en 1957 et sa diffusion s'accélère très rapidement au moment du retour au multipartisme entre 1990 et 1994. Les commissions électorales s'installent de manière très régulière entre 1990 et 2016, passant de 3 en 1989 à un plateau maximal de 53 en 2016. Alors qu'entre 1990 et 1990, les pays choisissent soit des commissions permanentes soit des commissions provisoires, les commissions provisoires ou intérimaires installées pour quelques mois autour d'un scrutin sont progressivement abandonnées au profit des commissions permanentes en dehors de quelques pays réfractaires.

\*

L'Afrique compte dans une première phase historique en multipartisme, une commission électorale en 1957 et 1958, au Soudan, une entre 1958 et 1966, au Nigéria, une de 1965 à 1968, au Soudan, une depuis 1968, à l'Ile Maurice, une entre 1968 et janvier 1972, au Ghana, une entre 1978 et 1983, au Nigéria, une en 1979 et 1980, en Ouganda, une à partir de 1980-1985 au Zimbabwe et une en 1986, au Soudan. Pendant une phase de régimes militaires et de monopartisme, se remarque une commission électorale entre 1987 et 1992 au Nigéria pour des locales et des élections d'Etats fédéraux.

Pendant la période de retour du multipartisme entre 1990 et 1994, en plus des 3 commissions actives en 1989 au Nigéria, à l'Ile Maurice et au Zimbabwe<sup>1</sup>, deviennent actives, en 1990, 2 commissions (Sao Tomé-et-Principe, Cap-Vert en provisoire en fin d'année), en 1991, 5 commissions (Sao Tomé-et-Principe, Cap-Vert en provisoire en début d'année, Burkina Faso en provisoire, Ghana en provisoire, Ethiopie), en 1992, 10 commissions (Sao Tomé-et-Principe, Burkina Faso en provisoire, Ghana en provisoire, Ethiopie, Comores, Congo Brazzaville, Namibie, Guinée Bissau en provisoire, Kenya, Centrafrique) (sans compter en Angola une CNE sans pouvoir et sans compter au Nigéria le passage en bipartisme forcé pour la CE existante), en 1993, 15 commissions (Sao Tomé-et-Principe, Burundi en provisoire, Ethiopie, Comores, Congo Brazzaville, Namibie, Guinée Bissau en provisoire, Kenya, Centrafrique, Tanzanie, Togo (a priori provisoire en 1993 et 1994), Afrique du Sud, Ghana, Mozambique, Malawi) (sans compter le Nigéria), en 1994, 15 commissions (Sao Tomé-et-Principe, Ethiopie, Comores, Namibie, Guinée Bissau en provisoire, Kenya, Tanzanie, Togo (a priori en provisoire en 1993 et 1994), Afrique du Sud en provisoire, Sierra Leone en provisoire jusque début 1996, Niger en provisoire, Ghana, Mozambique, Cap-Vert, Malawi) (sans compter le Nigéria). Il manque en 1992 et 1993 le Cap-Vert en provisoire en 1991, en 1993 et 1994 le Burkina Faso en provisoire en 1991 et

---

<sup>1</sup> 3 pays parmi 4 avec le Ghana ou elle est absente en 1989 avant de revenir en 1991, sans le Soudan et l'Ouganda

1992, et en 1994 le Burundi, le Congo Brazzaville et la Centrafrique qui ont en 1992 et 1993 des commissions provisoires<sup>2</sup>.

A partir de 1994, en ce qui concerne les 20 pays en retour au multipartisme (18 nouveaux pays avec commissions et Nigéria et Ghana, sans Soudan et Ouganda) ou arrivant au suffrage universel pour l'Afrique du Sud et la Namibie, 11 des 20 premiers pays concernés possèdent des commissions permanentes, Sao Tomé-et-Principe, Nigéria, Ethiopie, Comores, Namibie, Kenya, Tanzanie, Ghana, Mozambique, Cap-Vert, Malawi<sup>3</sup>, et, 9 autres pays mettent en place sur des commissions provisoires, Burkina Faso, Congo Brazzaville, Guinée Bissau, Centrafrique, Burundi, Togo, Afrique du Sud, Sierra Leone et Niger.

Les vingt-et-unième et vingt-deuxième pays, l'Ile Maurice et le Zimbabwe ont une commission permanente, à l'Ile Maurice en démocratie depuis 1968 et au Zimbabwe en multipartisme limité sans réelle démocratie, et, ces deux commissions sont actives entre 1990 et 1994. Fin 1994, en Afrique, il y a donc 13 commissions permanentes (11+2) et 9 pays avec des commissions provisoires dont 4 inactives en 1994, ce qui laisse 5 commissions provisoires actives cette année-là et un total de 18 commissions actives.

Le multipartisme revient en Afrique entre 1990 et 1994 dans une vague de 36 pays lancée dans les anciennes colonies françaises, par contre, la diffusion des Commissions électorales arrive par les anciennes colonies britanniques, en particulier par le Soudan, le Nigéria, le Ghana et l'Ile Maurice. Sachant qu'il n'y a plus de commission électorale entre 1990 et 1994 au Soudan et en Ouganda, 22 pays servent de base de départ à une diffusion future plus large, en utilisant les commissions électorales pendant le premier cycle africain des élections de la période du retour au multipartisme.

En dehors des 36 pays qui vont vers le multipartisme entre 1990 et 1994<sup>4</sup>, dans 16 autres pays existant fin 1989, pour la plupart déjà en multipartisme dans les années 80 ou en 1989, les autres sans élections au début des années 90, seules deux nouvelles commissions électorales apparaissent entre 1990 et 1994, une en Namibie en 1992 et une en Afrique du Sud en 1993, dans deux pays qui sont sort ou sorte d'un apartheid électoral en établissant le suffrage universel.

### **Date de présence des Commissions électorales dans les 55 pays d'Afrique**

NB : '-...' signifie commission permanente

**6 pays avant 1990 :** Soudan (1957-1958+1965-1968+1986 + 2008-...), Nigéria (1958-1959 (permanente ou provisoire) + 1960-1966 (permanente)+1978-1983(permanente)+1987-1992(permanente)+1993-...), Maurice (1968-...), Ghana (1968-1970+1971-1972 + 1991-1992 + 1993-...), Ouganda (1979-1980+1996+1997-...), Zimbabwe (1980-1985+1985-...).

**18 pays entre 1990 et fin 1994 :** Sao Tomé-et-Principe (1990-...), Cap-Vert (1990-1991+1994-...), Burkina Faso, (1991-1992+1997-1998+2000-...), , Ethiopie (1991-...), Comores (1992-...), Congo-Brazzaville (1992-1993 + 2002-...), Namibie (1992-...), Guinée Bissau (1992-1994+1999-2000+2004-2005+2007-2008+2009+2012+2014+2019-2020), Kenya, (1992-...), Centrafrique (1992-1993+ 1998-...), Burundi (1993+2005+2009-...), Tanzanie, (1993-...), Togo (1993-1994+1998-1999+2000-...), Mozambique (1993-...), Afrique du Sud (1993-1994+1996-...), Malawi (1993-...), Sierra Leone (1993-1996+2002-...), Niger (1994-1995+1996+1999-début2000+2004+2009+2010+2011+2016+2017-...).

**29 pays entre 1995 et 2016 (2021) :** Bénin (1995+1996+1999+2001+2002+2003+2006+2007 +2008+2011 +2013-...), Gambie \* (1995-1996+1997-...), Guinée Equatoriale (1996+1999+2000+2002+2004+2008+2009+2011+2013+2016+2017), Zambie (1996-...), Botswana \* (1997-...), Sénégal \* (1997-1998+2001-2002+2005-...), Mali (1997+1998-1999+2000-2002+2003-

<sup>2</sup> Si, en Centrafrique, la Commission électorale mixte de 1993 ne sert pas pour le référendum de 1994 : pas de traces. 1992 : 10+3+1 à l'arrêt = 14, 1993 : 15+3+ 2 à l'arrêt = 20, 1994 : 15+3+4 à l'arrêt = 22 (avec le Bénin fin 1994 vraiment actif en 1995 seulement)

<sup>3</sup> Léger doute sur Togo sans doute provisoire. D'autres recherches permettront peut-être de trouver d'autres commissions.

<sup>4</sup> 36 pays étudiés par l'auteur dans le chapitre précédent le chapitre d'où est extrait ce passage

2004+2006-2007+2008-2009+2011-2013+2016+2017-2018+2019-2020), Libéria \* (1997+2003+2004-...), Seychelles (1997(entre 1995 et 1997)-...), Lesotho, (1997-...), Rwanda (2001(établie en 2000)+2003+2005-...), Tchad (2001-2002+2005-2006+2009-2011+2013-2016+2019-2021), Cameroun (2001-2002 + 2004 + 2006-...), Côte d'Ivoire (2001-...), Somaliland, (2002-...), RDCongo (2003-...), Angola ((CE 1992 non retenue car sans action) 2005-...), Djibouti (2005+2011+2012+2013+2016+2017+2018+2021(provisoire)), Gabon (2006-...), Guinée (Conakry) (2007-...), Mauritanie (2009-...), Egypte \* (2011-...), Madagascar, (2012-...), Soudan du Sud (2012-...), Libye \* (2012-...), Tunisie \* (2014-...), Somalie \* (2015-...), Algérie (2016-...), Maroc \* (2016+2021).

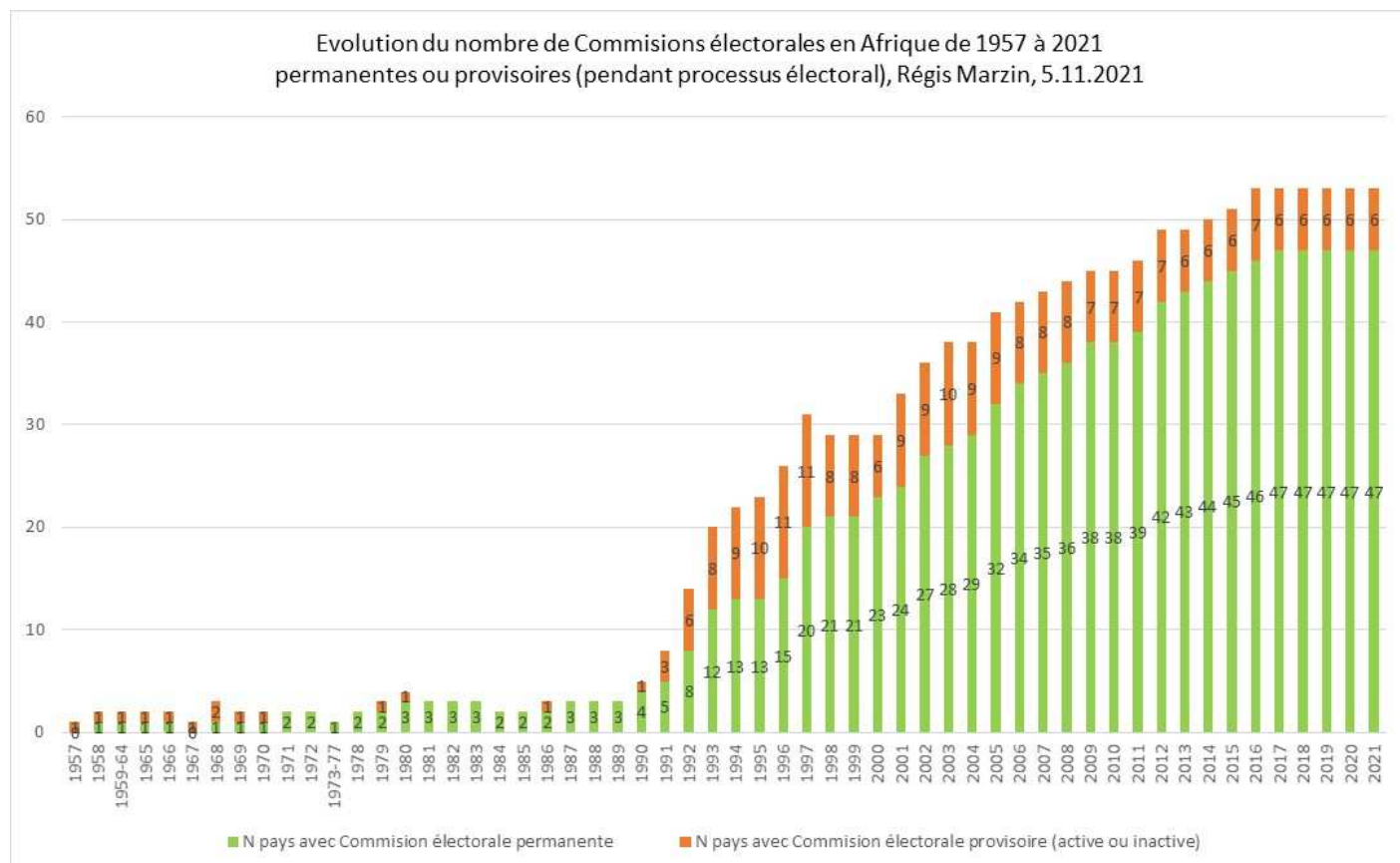
NB : \* : 9 pays en dehors des 36 pays en retour au multipartisme entre 1990 et 1994

## 2 pays sans élections : Erythrée, Swaziland/eSwatini (pseudo-élections organisées par EBC)

Années	1957	1958	1959-1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973-1977	1978	1979	1980
N pays avec CE permanente	0	1	1	1	1	0	1	1	1	2	2	1	2	2	3
N pays avec CE provisoire	1	1	1	1	1	1	2	1	1					1	1
Total CE en Afrique	1	2	2	2	2	1	3	2	2	2	2	1	2	3	4
CE provisoires inactives	0		1												

1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
3	3	3	2	2	2	3	3	3	4	5	8	12	13	13	15	20	21	21	23
					1				1	3	6	8	9	10	11	11	8	8	6
3	3	3	2	2	3	3	3	3	5	8	14	20	22	23	26	31	29	29	29
										1	2	4	6	5	7	4	2	2	

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
24	27	28	29	32	34	35	36	38	38	39	42	43	44	45	46	47	47	47	47	47
9	9	10	9	9	8	8	8	7	7	7	7	6	6	6	7	6	6	6	6	6
33	36	38	38	41	42	43	44	45	45	46	49	49	50	51	53	53	53	53	53	53
3	3	6	4	5	5	5	4	2	5	1	4	2	4	5	1	3	4	2	3	3



L'apparition progressive des commissions électorales semble montrer des processus nationaux en construction alors que la réalité est très marquée en Afrique par l'acceptation ou le refus d'une démocratie réelle. Aussi important que le niveau d'indépendance de la Commission électorale s'évalue la qualité démocratique ou non du contexte de son travail. Au retour du multipartisme en 1994, 12 commissions sur 22 travaillent dans un contexte de 'démocratie' sur leur premier processus électoral, en Ile Maurice, à Sao Tomé-et-Principe, aux Comores (bien que le président soit arrivé en 1990 grâce à une forte fraude électorale), au Congo Brazzaville, en Namibie (dans un pays en construction), en Centrafrique, au Burundi, en Afrique du Sud, au Malawi (malgré la résistance du « président à vie » Hastings Kamuzu Banda), en Sierra Leone (en démocratie limitée par la guerre civile), au Niger et au Cap-Vert. Par contre, dans 10 pays sur 22, les commissions travaillent dans un contexte globalement sans démocratie : au Zimbabwe, au Nigéria (en bipartisme forcé par le régime militaire), au Burkina Faso, en Ethiopie (entre la guerre civile et le passage en parti unique de fait, malgré l'assistance électorale des USA), en Guinée Bissau, au Kenya, en Tanzanie (malgré la subtilité du régime), au Togo, au Mozambique (encore trop marqué par la guerre) et au Ghana (bien que la nouvelle commission en 1993 soit obtenue grâce à la lutte de l'opposition). Les commissions électorales correspondent au démarrage de leurs diffusions en Afrique à de l'installation de démocratie véritable, dans 12 pays sur 22, si l'on ajoute aux 11 premiers pays le Ghana dans lequel Jerry Rawlings fait des concessions avant de quitter le pouvoir en 2000 après deux mandats.

En 2021, les commissions électorales sont toujours provisoires, c'est-à-dire recréées pour chaque processus électoral, dans 6 pays, en Guinée Equatoriale depuis 1996, au Mali depuis 1997 (sans considérer la réforme prévue par la junte en 2021 pour 2022), au Tchad depuis 2001, à Djibouti depuis 2005 et au Maroc depuis 2016 et, d'une certaine manière en Guinée Bissau. En Guinée Bissau, existe au moins depuis 2009 (et peut-être depuis 1992) une commission électorale non permanente avec un secrétariat exécutif permanent suffisamment fort pour pouvoir parler de commission semi-permanente.

Les commissions électorales sont plus rapidement permanentes dans les anciennes colonies britanniques que dans les anciennes colonies françaises et dans les autres pays. Le modèle de commission permanente est établi au Nigéria entre 1958 et 1966, peut-être par la première commission entre 1958 et 1959 ou 1960, qui doit beaucoup au fonctionnaire britannique et économiste Ronald Edward Wraith qui a travaillé à partir de 1947 sur la possibilité d'exporter en Afrique de l'Ouest un mode de gouvernement britannique, une commission qui n'organise qu'un scrutin en 1959, et, de manière certaine, par la commission qui lui succède entre 1960 et 1966. Ce modèle nigérian se répand d'abord dans les anciennes colonies britanniques. Cela commence à l'Ile Maurice en 1968, la plus vieille commission électorale d'Afrique aujourd'hui. Une nouvelle commission permanente apparaît au Zimbabwe en 1985. Sao Tomé-et-Principe propose à l'Afrique le modèle de la conférence nationale en décembre 1989 et est aussi le premier pays qui ne soit pas une ancienne colonie britannique qui adopte une commission électorale permanente. L'Ethiopie très influencée par des acteurs américains suit en 1991. Puis, en 1992, arrive aux Comores, dans la première ancienne colonie française, une autre commission permanente. Les anciennes colonies portugaises acceptent aussi assez facilement ce modèle. Les 13 premières commissions permanentes, les 3 premières au Nigéria, à l'Ile Maurice et au Zimbabwe, et les 10 arrivant entre 1990 et 1994 (sans le Nigéria), à Sao Tomé-et-Principe, en Ethiopie, aux Comores, en Namibie, au Kenya, en Tanzanie, au Ghana, au Mozambique, au Cap-Vert, et au Malawi se trouvent dans 7 anciennes colonies britanniques, une dans l'ancienne colonie de l'Afrique du Sud, 3 dans des anciennes colonies portugaises, une dans une ancienne colonie française et une dans un pays sans colonisation. Visiblement au retour du multipartisme, ce modèle ne prend pas dans les anciennes colonies françaises. Dans la composition des commissions permanentes, formées de professionnels, se constate une forte présence d'avocats et de juges, qui semblent au travers des commissions électorales trouver une place plus importante, une place qui correspond sans doute beaucoup plus à la culture politique britannique.

En 2021, 53 pays utilisent des commissions électorales, 47 en permanent et 6 en provisoire. Seuls les 2 pays sans élections, l'Erythrée et eSwatini, en 2021, n'utilisent pas de vraie commission électorale mais eSwatini possède tout de même sa 'commission' pour des élections aussi 'archaïques' que son régime de monarchie. Les modèles initiaux des commissions électorales africaine sont, en provisoire, celle du Soudan en 1957, et, en permanent, celle du Nigéria en 1960.

\*

En pratique, dès la période 1990-1994, l'enjeu se place plus ou moins au niveau technique et droit ou au niveau politique. Les commissions électorales qui s'établissent dans 18 pays et continuent de travailler dans 4 autres depuis les années 80 sont symptomatiques d'une effervescence pour la démocratie qui commence à s'installer dans la durée. Dans les 11 pays où les commissions électorales arrivent avec la démocratie (en y incluant le Ghana où la démocratie arrive plus tard), elles peuvent commencer à travailler à améliorer le processus électoral, par exemple à travailler à améliorer le fichier électoral et l'enjeu est plus technique. Au Nigéria, la commission se retrouve face à l'obsession du bipartisme d'un dirigeant militaire.

Dans les 8 derniers pays, le Zimbabwe, le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Guinée Bissau, le Kenya, la Tanzanie, le Togo et le Mozambique, elles accompagnent l'installation de méthodes de trois anciens régimes militaires, des mouvements armés vainqueurs de guerre au Zimbabwe, en Éthiopie et au Mozambique, d'un régime issu d'un coup d'Etat au Burkina Faso, et de quatre anciens partis uniques en Guinée Bissau, en Tanzanie, au Kenya et au Togo, pour détourner les processus électoraux et se maintenir. En Guinée Bissau du général João Bernardo Vieira, au Kenya de Daniel Arap Moi, en Tanzanie modèle en devenir des régimes de 'dictature de parti' avec limite de deux mandats présidentiels et au Togo de Charles Debbasch et d'Eyadéma Fnessingbé se crée une sorte de modèle de la commission électorale dominée par un ancien parti unique, qui compte l'utiliser à son profit de toutes les manières possibles. Dans ces 8 derniers pays, les commissions électorales reflètent le conflit politique plus général entre partisan du régime en place et démocrates en quête d'une première alternance.

Le succès de l'outil des commissions électorales en Afrique trouve son origine dans la période du retour au multipartisme entre 1990 et 1994. Depuis cette période, elles n'ont pas garanti la réalité de la démocratisation face à des régimes résistants à tout prix à cette démocratisation mais sont restés au centre des luttes pour augmenter la qualité des processus électoraux et rendre possible des alternances.

### **Régis Marzin**

Journaliste et chercheur indépendant,  
Paris, le 7 novembre 2021

## Sources :

### **6 pays avant 1990 :**

Soudan (1957-1958+1965-1968+1986 + 2008-...)

Soudan : Willis, Justin and al-Batthani, Atta (2010) 'We changed the laws': electoral practice and malpractice in Sudan since 1953', African affairs., 109 (435), pp191-212 (p9+10+11+Note 38+15+16 note 61+12 + Note 51 : "... the chair of the 1968 Election Commission ...'+p18-19

Soudan : EISA

Soudan : Carter Center, Final Report 'Observing Sudan's 2010 national Elections', April 11–18, 2010, p22

Nigéria (1958-1966+1978-1983+1987-1992+1993-...)

Nigéria : Myths of peace & democracy? : towards building pillars of hope, unity and transformation in Africa. Marongwe, Ngonidzashe, Mawere, Munyaaradzi. Mankon, Bamenda, Cameroon. pp128–131

Nigéria : George Bennett. Book Reviews: Race & Class, 1 1964; vol. 5: pp. 103 104., non consulté

Nigéria : Ronald Edward Wraith, Local government in West Africa, Ed. G. Allen and Unwin, Londres, 1964

Nigéria : INEC history Nigéria consulté le 24.10.2021

Nigéria : Constitution 1960, article 45 : mandats de 5 ans = permanente, p33-34

Nigéria : Ismaila Madior Fall, Mathias Hounkpe, Adele L. Jinadu, Pascal Kambale, Organes de gestion des élections en Afrique de l'ouest (RECEF), Une étude comparative de la contribution des commissions

électorales au renforcement de la démocratie, Open Society Initiative for West Africa, p132+133 (liste de présidents de la CE), [2011](#)

Nigéria : Emeka Anthony Obi, Electoral commissions and the integrity question in Nigeria:... , [p2](#) + Adèle Jinadu, p132 RECEF, [2011](#)

Nigéria : Décret No. 23 de 1987, amendé par le Décret No. 8 de 1989, Fall, Hounkpe, Jinadu, Kambale, Ibid., p135, [2011](#)

Nigéria : Eric Teniola, [16.10.2020](#)

Nigéria : Muiyiwa Oyinlola (2 May 2010). "[From Esua to Iwu, who will rescue Nigeria?](#)". *Nigerian Compass*, non consulté.

Nigéria : Immigration and Refugee Board of Canada, Nigeria: 1) Information on the type of voting that was used in the December elections, ... [1.7.1991](#)

Nigéria : [Archive IPU : législatives 1992](#) + Immigration and Refugee Board of Canada, [1995](#)

Maurice (1968-...)

Ile Maurice : ONU, rapport A/AC.109/L.374, [2.3.1967](#)

Ile Maurice : Constitution Maurice 1968, [article 41](#)

Ile Maurice : Electoral Commissioner, [EISA](#)

Ile Maurice : Constitution Maurice 1968, article 40, 41

Ile Maurice : [electoral.govmu.org](#) : Other-Management-Bodie consulté le 29.10.21

Ghana (1968-1970+1971-1972 + 1991-1992 + 1993)

Ghana : Seth Anthony (1969) "[The State of Ghana](#)", *African Affairs* Vol. 68, No. 273, pp337–339

Ghana : Fall, Hounkpe, Jinadu, Kambale, Ibid., p89-90+91, [2011](#)

Ghana : Histoire de la commission électorale, [ec.gov.gh](#), consulté 25.10.2021

Ghana : Joseph R.A. Ayee, Ghana's Return to Constitutional Rule under the Provisional National Defence Council (PNDC), *Verfassung und Recht in Übersee / Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, Vol. 29, No. 4 (4. Quartal 1996), pp434-452, p434

Ghana : Martin Verlet, Le Ghana sous Rawlings : ajustement et pouvoir, 1996, [politique-africaine.com](#), p91

Ouganda (1979-1980+1996+1997-...)

Ouganda : Histoire Commission électorale Ouganda [ec.or.ug](#)

Zimbabwe (1980-1985+1985-...)

Zimbabwe : EISA [ESC](#) + Article 61 constitution du [18 avril 1980](#) + Historique background ZEC, [zec.org.zw](#)

## **18 pays entre 1990 et fin 1994 :**

Sao Tomé-et-Principe (1990-...)

Sao Tomé-et-Principe : histoire [CEN](#)

Cap-Vert (1990-1991+1994-...)

Cap-Vert : Fall, Hounkpe, Jinadu, Kambale, Ibid., p55, [2011](#)

Cap-Vert : cne.cv, Comissão Nacional de Eleições > História, consulté le [25.10.21](#)

Burkina Faso, (1991-1992+1997-1998+2000-...)

Burkina Faso : Décret N°AN VIII-0245/FP/PRES/MAT p95=97 [Carlos Santiso](#), Inter-American Development Bank, IDEA, [La réforme du système électoral au Burkina Faso](#), [1.1999](#)

Burkina Faso : Carlos Santiso, [1.1999](#), Ibid. p98=96 : Ordonnance N°91-0063.PRES

Burkina Faso : Carlos Santiso, [1.1999](#), Ibid. p99=97 : Loi N°10/97/ADP

Burkina Faso : Carlos Santiso, [1.1999](#), Ibid. p99=97 : Loi N°021/98/AN 7 mai 1998 : arrêt mandat 90 jours après résultats + Rapport MOE OIF 1998 [p3](#)

Burkina Faso : Loi N° 014-2001 du [3 juillet 2001](#) (permanente : art.6) (Site [ceni.bf](#) hors service 1.11.21)

### Ethiopie (1991-...)

Ethiopie : USAID et HIID, Evaluation report, Ethiopia democracy/governance support project (633-0007), p58, 10.5.1994

Ethiopie : Créé par la Proclamation 64/1992.

Ethiopie : USAID et HIID, Ibid., p62+13+22+ p54 pour rapport NDI 11.1991., 10.5.1994

Ethiopie : Electoral Law of Ethiopia Proclamation No. 64 of 1993.

Ethiopie : Action Document for "European Response to Electoral Cycle Support in Ethiopia (EURECS-Ethiopia)", 24.10.21 sur gtai.de

### Comores (1992-...)

Comores : Agence de Coopération Culturelle et Technique (future OIF), Rapport de la mission exploratoire en vue de l'élection des députés de l'Assemblée fédérale et celle des conseillers des îles des 14 au 28 novembre 1993

Comores : Archive IPU

### Congo-Brazzaville (1992-1993 + 2002-...)

Congo B : Journal officiel du 30.4.1993 : Décret n° 93-001 du 4 janvier 1993

Congo B : Rapport MOE-UE 2002

### Namibie (1992-...)

Namibie : ecn.na cf EISA p8 et ACE Projet + loi électorale n ° 24 de 1992

### Guinée Bissau (1992-1994+1999-2000+2004-2005+2007-2008+2009+2012+2014+2019-2020)

Guinée Bissau : Arrais Fidelis Da Silva Gomes, Inserção política em Guiné-Bissau no processo de transição democrática (1994-2012), 2012, p25

Guinée Bissau : Rapport de CEN listé sur memoria-africa.ua.pt

Guinée Bissau : publico.pt, 20.4.2004 + 2005 : Peter Karibe Mendy et Richard A. Lobban Jr, 2013 + rtp.pt, 6.12.2007

Guinée Bissau : AceProject : Articles 3 et 4 de Loi du 12.12.2009

Guinée Bissau : exemple d'élection de président de la CEN et du secrétariat : cne.gw

### Kenya, (1992-...)

Kenya : Robert M. Press, Christian Science Monitor, 4.12.1991.

Kenya : The Independent 4.1.1993 cité par refworld.org 1.1.1994 + permanente : Rapport IFES 1997 p6=ii: "30 by-elections since" 29.12.1992

Kenya : Motion 'Free elections in kenya' EDM 469: 14.1.1992

Kenya : Kivuitu 2007 + dissolution 2008 + IIEC 2008 + IEBC 2011 + rien sur iebc.or.ke

### Centrafrique (1992-1993+ 1998-...)

Centrafrique : Le Monde, 31.8.1993

Centrafrique : Archive IPU

Centrafrique : Pamphile Sebahara, Ibid., Juin 1999, p20=17

Centrafrique : Thierry Irénée Yarafa, La refonte des forces de défense et de sécurité, condition d'une paix et d'un développement durable en république centrafricaine, thèse 2017, p198 + cf Loi n°98/004 du 27 mars 1998 permanente car chargée des « élections présidentielles, législatives, régionales, municipales et des consultations référendaires » selon Blaise Zalagoye, 2005

### Burundi (1993+2005+2009-...)

Burundi : 1993 : Thérance Sinunguruza, 'Les élections au Burundi : tout savoir et tirer des leçons de juin 1993', 2004, p17=34

Burundi : 1993 : Thérance Sinunguruza, Ibid., 2004, p19=38

Burundi : 1993 : Rapports uantwerpen.be : seul le rapport du NDI évoque CEN ou CNE + provisoire selon ceniburundi.bi car « créée pour superviser les premières élections de 1993 »

Burundi : EISA + provisoire en 2005 [ceniburundi.bi](http://ceniburundi.bi)

Burundi : Décret n°100/22/ du 20 février 2009 + elle reste active entre 2010 et 2015 : 2009, 2011, 2013, 2014.

Tanzanie, (1993-...)

Tanzanie : EISA : Article 74 Constitution 1977 + Elections Act 1 1985 : selon Kiravu 2005, 3...

Tanzanie : Jean Briggs, the National electoral commission of Tanzania, 1.7.2016 + non traduit : [nec.go.tz](http://nec.go.tz)

Tanzanie : The report of the National Electoral Commission for the period from 14th January 1993 to 13th January 1998, 1997

Tanzanie : ZEC Zanzibar EC EISA

Togo (1993-1994+1998-1999+2000-...)

Togo : Marc Pilon, L'élection présidentielle d'août 1993 au Togo, cacophonie chez les observateurs, 1997, p90-92

Togo : Jean du bois de Gaudusson, Ibid., 2002 + Journal Officiel Togo 5 avril 2000

Mozambique (1993-...)

Mozambique : Boutros Boutros-Ghali, Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations unies au Mozambique, S/1994/89, p4/11, 28.1.1994

Mozambique : Monde Diplomatique 1987-1997, afriquepluriel, Ibid., Février 1994

Mozambique : EISA 2019 : 6 ans en 2019 + Brigitte Lachartre, Politique africaine 1999/3 (N° 75), p162-169, §10

Mozambique : anglican.ink, 16.1.2021 : 5 ans en 2021 + Rapport MOE 2014 Carter Center p20+p24

Mozambique : Rapport MOE 2014 Carter Center p20+p24 : "now members of the CNE" p9/73+ Law 6/2013 on CNE/STAE p13, histoire de la CNE p26 + Rapport MOE-UE 2014 histoire CNE p15

Afrique du Sud (1993-1994+1996-...)

Afrique du Sud : Independent Electoral Commission Act, 1993 [No. 150 of 1993] - G 15183, [saflii.org](http://saflii.org)

Afrique du Sud : Electoral Commission Act-51 of 1996, including Regulations, [www.elections.org.za](http://www.elections.org.za), consulté 26.10.2021

Malawi (1993-...)

Malawi : Parliamentary and Presidential Elections Act, 13.12.1993 + EISA+ Présidente CE Msosa + ACE-Project 1994 + rien sur [mec.org.mw](http://mec.org.mw)

Sierra Leone (1993-1996+2002-...)

Sierra Leone : Jimmy D Kandeh:- Transition without Rupture: Sierra Leone's Transfer Election of 1996 in Africa Studies Review, Volume 41, November 2 of September 1998 (Pages 91 – 111) = Note 17 de Mohamed N. Conteh ci-dessous

Sierra Leone : Mohamed N. Conteh, National Electoral Commission, 2.2013

Sierra Leone : Background of the NEC, [nec.gov.sl](http://nec.gov.sl)

Niger (1994-1995+1996+1999-début2000+2004+2009+2010+2011+2016+2017-...)

Niger : Rapport de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique 1995, p2

Niger : Trans-Saharan Elections Project : Niger

Niger : Libération 9.7.1996 + Survie Dossier Noir 1996 'Tchad, Niger, Escroqueries à la démocratie', p82

Niger : Rapport Mission d'expertise UE 2009 p47 : ordonnance n° 99-37 du 4 septembre 1999 + p48 (durée de quelques mois) +p50 + Décret 2009-105/PRN/MI/SP/D du 25 mars 2009, p28

Niger : Règlement CENI 21.11.2017 [ceniniger.org](http://ceniniger.org) + Code électoral 2019-2020, [ceniniger.org](http://ceniniger.org) + permanente 2017 : [voaafrique.com](http://voaafrique.com), 13.11.2017

## **29 pays entre 1995 et 2016 (2021) :**

NB : \* : 9 pays en dehors des 36 pays en retour au multipartisme entre 1990 et 1994, soit parce qu'ils sont déjà en multipartisme dans les années 80 soit parce qu'ils n'ont pas d'élections (Libye, Libéria, Somalie).



Bénin (1995+1996+1999+2001+2002+2003+2006+2007 +2008+2011 +2013-...)

Bénin : Rogatien M. Tossou, La commission électorale nationale autonome et l'organisation des élections au Bénin de 1995 à 2013, Revue internationale d'études sociales, de philosophie, d'éducation et d'éthique, 2015 - Volume 2 - N°1, p49 =p11/24

Bénin : Rapport de la mission exploratoire de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, Bénin 1996, p5, 2-7.2.1996

Gambie \* (1995-1996+1997-...)

Gambie : Histoire CEI iec.gm

Guinée Equatoriale (1996+1999+2000+2002+2004+2008+2009+2011+2013+2016+2017)

Guinée Equatoriale : Rapports OIF 1999 et 2002 : loi n° 3/1993 12.1 janvier, modifiée par loi n° 7/1995 19.1 puis loi n° 3/1998 19.1 + 2002 p3

Guinée équatoriale : Rapport IFES 1996 p10+11+12+26

Guinée équatoriale : non permanence de 1996 à 2021 confirmée par Raimundo Ela Nsang, échange mail du 5.11.2021

Guinée équatoriale : Rapport OIF 2002 p3

Guinée équatoriale : Jordi Saint Gisbert, p63, 5.2021

Zambie (1996-...)

Zambie : ECZ : elections.org.zm/about-ecz + Communication ECZ 11.9.2003

Botswana \* (1997-...)

Botswana : ecfsadc.org + iec.gov.bw

Sénégal \* (1997-1998+2001-2002+2005-...)

Sénégal : JO Loi n° 2005-07 du 11 mai 2005 création CENA

Sénégal : Zekeria Ould Ahmed Salem, Gouvernance électorale et invention de la neutralité, IEP Bordeaux, Mars 2002

Mali (1997+1998-1999+2000-2002+2003-2004+2006-2007+2008-2009+2011-2013+2016+2017-2018+2019-2020)

Mali : Christina Wagner et Frantz Mesidor, Les acquis de la nouvelle loi électorale et les mécanismes de la révision constitutionnelle au Mali, 2017, kas.de, p14 + ACE-Project 1997 p1 : Loi n° 97-008 du 14 janvier 1997, 30 membres p2 et p6-7 + Rapport IFES 1997 + Mathias Hounkpe et Ismaila Madior Fall, Les commissions électorales en Afrique de l'Ouest, analyse comparée, Friedrich-Ebert-Stiftung, bureau Nigeria, p94=95, 2010

Mali : locales 1998 : Monique Bertrand, Université de Rouen, politique-africaine

Mali : 2000 : Loi 00-058 du 30 août 2000 portant loi électorale + 2003 : locales 2004, Jeune Afrique, 9.11.2004 + 2006 : loi électorale n°06-044 du 4 septembre 2006 + 2008 : Malijet 3.8.2009 + 2011 : (RFI 8.8.2011 + Jeune Afrique, 28.6.2013 + Rapport MOE-UE 2013) + 2016 : Loi électorale du 17.10.2016, article 10 + 2017 : assemblee-nationale.ml

Mali : Jeune Afrique, 5.2.2021,

Libéria \* (1997+2003+2004-...)

Libéria : IDEA + ACEproject + necliberia.org

Seychelles (1997(entre 1995 et 1997)-...)

Seychelles : constitution 1993 article 115

Seychelles : Section 13 of the elections Act 1995 + EISA + ecs.sc + creation pas de traces : entre 1995 et fin 1997 sans doute 1996 ou 1997

Lesotho, (1997-...)

Lesotho : histoire [CEI iec.org.ls/history](http://CEI.iec.org.ls/history) + 1998 : [journals.ufs.ac.za](http://journals.ufs.ac.za) + permanente : [EISA](#)

Rwanda (2001(établie en 2000)+2003+2005-...)

Rwanda : [nec.gov.rw](http://nec.gov.rw) : article 24-c du Protocole de Paix d'Arusha signé le 4 août 1993 + Loi N° 39/2000 du 28.11.2000 amendée par Loi N°31/2005 du [24.12.2005](#) (permanente : article 7) + 5 mois : Georg Lutz, [11.2005](#), p12=13

Tchad (2001-2002+2005-2006+2009-2011+2013-2016+2019-2021)

Tchad : Archive IPU législatives [2002](#) + [ici.radio-canada.ca](http://ici.radio-canada.ca), [15.5.2006](#)

Tchad : Trans-Saharan Elections Project ([TSEP](#))

Tchad : Décret n°1690/PR/P/CENI portant organisation et attributions du Bureau Permanent des Elections (BPE). [14.9.2010](#)

Tchad : rapport RECEF [2009-2012](#) p22 + rapport MOE-UE [2011](#)

Tchad : rapport RECEF [2009-2012](#) p90=92 : IX.4.4. La nécessité d'une réflexion sur la permanence de la CENI

Tchad : CENI recrée vers décembre 2013, Xinhua [11.12.2013](#), et en 2019 avant législatives : RFI [21.2.2019](#)

Cameroun (2001-2002 + 2004 + 2006-...)

Cameroun : Fanny Pigeaud, Le Cameroun de Paul Biya, 2011, p57=60

Cameroun : Rapport mission exploratoire Agence de Coopération Culturelle et Technique, p11, [3-8.11.1993](#)

Cameroun : LOI N° 2000/016 du [19.12.2000](#) + Jean Pierre Loic Nkulu Atangana, Douala, [2012](#)

Cameroun : [minjustice.gov.cm](http://minjustice.gov.cm) + [podcastjournal.net](http://podcastjournal.net), [24.1.2009](#)

Côte d'Ivoire (2001-...)

Côte d'Ivoire : CEI [Loi du 9.10.2001](#)

Somaliland, (2002-...)

Somaliland : historique membres [slnec.org/nec-commissionaires](http://slnec.org/nec-commissionaires)

RDCongo (2003-...)

RDC : [CENI](#) sur [ofpra.gouv.fr](http://ofpra.gouv.fr), [6.9.2017](#) +

RDC : Carter Center, Rapport MOE [28.11.2011](#), p22

Angola ((CE 1992 non retenue car sans action) 2005-...)

Angola : Inge Amundsen, CMI report 'The elections commission of Angola' 2013, [p19=13](#) + Angola's National Electoral Council selon Rapport [IFES 1992](#)

Angola : 2004 selon [EISA](#) + [ecfsadc.org](http://ecfsadc.org) + 2005 selon Inge Amundsen, Ibid., [p19+20=13+14](#)

Djibouti (2005+2011+2012+2013+2016+2017+2018+2021(provisoire))

Djibouti : [Décret no 2005-0024 PR MID CENI \(2005\).pdf](#) + [ACE-Project](#)

Djibouti : [IDEA](#) + [Décret N° 2010-0241/PR/MID CENI](#)

Gabon (2006-...)

Gabon : [Loi n° 07/96 du 12 mars 1996](#), modifiée par l'ordonnance n°0004/2006 du 22 août 2006

Guinée (Conakry) (2007-...)

Guinée : [Jeune Afrique 29.12.2008](#)

Mauritanie (2009-...)

Mauritanie : [Loi N ° 2009-017 du 5 mars 2009](#) + [Le Monde, 23.7.2009](#)

Mauritanie : CENI histoire [ceni.mr](http://ceni.mr)

Egypte \* (2011-...),  
Egypte : EISA HEC + EISA SJCE

Madagascar, (2012-...)  
Madagascar : CENI 2010 : EISA  
Madagascar : Loi 2012 – 004 du 24.1.2012, RFI 1.8.2012, Pas de CE en 2006 : Rapport OIF 2006  
Madagascar : 2015 CENI, Loi n° 2015 – 020, 19.10.2015, ceni-madagascar.mg

Soudan du Sud (2012-...)  
Sud Soudan : IFES + + Loi 6.7.2012 + 8 membres 29.8.2012 selon Sudan Tribune + Code de conduite CNE 19.7.2013

Libye \* (2012-...)  
Libye : HNEC : Elumami, Ahmed (2 March 2014). "HNEC announces results for Constitutional Committee elections". Libya Herald.

Tunisie \* (2014-...)  
Tunisie : Jeune Afrique 9.1.2014 (rien sous Ben Ali)

Somalie \* (2015-...)  
Somalie : Histoire CENI niec.so

Algérie (2016-...)  
Algérie : Djazair, 9.1.2006

Maroc \* (2016+2021)  
Maroc : 2016 : lematin.ma 28.8.2016 + 2021 : EcoActu 16.6.2021 + morocoworldnews.com 16.6.21 (rien en 2009)

## **2 pays sans élections :**

Erythrée,  
Erythrée : loi électorale constitutionnet.org

Swazilandd/eSwatini  
Swaziland/eSwatini : pseudo-élections organisées par EBC : gov.sz

## **Sources plus générales :**

Mathias Hounkpe et Ismaila Madior Fall, Les commissions électorales en Afrique de l'Ouest, analyse comparée, Friedrich-Ebert-Stiftung, bureau Nigeria, 273p, 2010

Jean du bois de Gaudusson, Les élections à l'épreuve de l'Afrique, Cahiers de conseil constitutionnel, n°13, 2002, fin partie 2 + 2.2 + 2.3